



Déclaration liminaire du SNPMEN-FO CSA du 15 octobre 2024

Ce CSA de rentrée s'ouvre dans un contexte politique plus qu'inquiétant, puisque le PLF 2025 présenté le 10 octobre dernier par le Premier ministre, est un plan d'austérité sans égal et un plan de destruction des services publics.

Les coupes dans le budget 2024 n'étaient pas suffisantes, le PLF 2025 prévoit 60 milliards d'euros d'économies dont 40 milliards d'euros seront des réductions de dépenses pour les services publics.

Le "chemin de responsabilité" du PLF 2025 évoqué par le ministre du Budget et des Comptes publics signifie notamment pour le ministère de l'éducation nationale :

- 4 035 suppressions de postes d'enseignants (-3 155 postes dans le 1er degré public, - 180 dans le 2nd degré public, - 700 dans l'enseignement privé),
- aucune création de postes de personnels d'encadrement, d'infirmiers ou de personnels sociaux,
- la création de 2 000 postes d'AESH qui ne sont qu'une goutte d'eau face aux besoins, et ne peut compenser les autres suppressions de postes. De plus, en l'absence de réel statut et d'une rémunération décente permettant de vivre, le recrutement de 2 000 personnels AESH supplémentaires est loin d'être assuré,
- la création de 35 postes administratifs pour soutenir la modernisation des ministères et l'amélioration de ses systèmes d'information est, quant à elle, largement en dessous des besoins quand on sait que le ministère de l'Éducation nationale reste « sous-administré » avec en moyenne six gestionnaires pour 1.000 personnels,
- pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, seul "un tiers" des 500 M€ initialement prévus pour la nouvelle marche de la loi de programmation de la recherche, est financé dans le cadre du PLF 2025,
- et toujours aucun dégel du point d'indice pour les fonctionnaires, ce qui représente désormais avec l'inflation qui se poursuit, une perte de pouvoir d'achat sur ces 20 dernières années qui s'élève à 28% !

Rappelons que sont aussi prévus dans ce PLF 2025 :

- le report de 6 mois (au 1er juillet 2025) de l'indexation des retraites,
- 883 postes en moins dans les rangs de France Travail,
- ...

Mais les annonces anti-fonction publique du PLF 2025 ne seraient qu'un début puisqu'il est déjà prévu :

- 5 milliards d'économies en plus, que le gouvernement compte proposer par voie d'amendements, répartis sur l'ensemble des ministères en recherchant la réorganisation et la modernisation des administrations, le regroupement de structures, une simplification du fonctionnement de l'État et des normes ;
- la possible suppression de la garantie individuelle du pouvoir d'achat des fonctionnaires ainsi que l'inscription à l'agenda social du ministère de la Fonction publique du "projet de loi pour l'efficacité de la fonction publique", c'est-à-dire le texte que préparait Stanislas Guerini avant la démission du gouvernement Attal, projet qui prévoyait la liquidation du statut et un développement de la rémunération au mérite...

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR

Parce que, plus que jamais, l'action collective et déterminée est la seule issue qui peut garantir la défense des intérêts de chacun, nous vous invitons à rejoindre le SNPMEN-FO.

fosnpmen.syndicat-ac@education.gouv.fr

SNPMEN-FO - 110 rue de Grenelle – 75357 PARIS 07 SP.

Pour nous rencontrer : 97, rue de Grenelle pièce 605

Poste 534.02

www.snpmen-fo.fr